majorité de ses fils, l'Eglise ne doit pas être mise dans la situation précaire qu'elle subit chez d'autres peuples. Les catholiques peuvent d'autant moins préconiser la séparation qu'ils connaissent mieux les intentions des ennemis qui la désirent. Pour ces derniers, et ils le disent assez clairement, cette séparation c'est l'indépendance entière de la législation politique envers la législation religieuse ; il y a plus, c'est l'indifférence absolue du pouvoir à l'égard des intérêts de la société chrétienne, c'est-à-dire de l'Eglise, et la négation même de son existence." (Encycl. " Au milieu des sollicitudes."

En principe l'Etat doit faire alliance avec l'Eglise, la protéger, veiller sur ses intérêts, l'aider de tout son pouvoir. Mais ici encore, que de difficultés peuvent parfois s'élever et entraver la bonne volonté du souverain catholique, quand il veut essayer d'établir en pratique ce qu'il accepte en théorie. C'est au pape et aux évêques qu'il appartient alors de voir et de dire si dans un cas particulier il faut restreindre ou non les lois canoniques. (1)

Quant à ces pays soi-disant catholiques où les privilèges et les immunités ont été, en tout ou en partie arbitrairement supprimés, sans l'assentiment ou même malgré les réclamations du siège apostolique, c'est une injustice permanente que l'Eglise peut subir mais que la violence et l'oppression ne légitimeront jamais.

Il suffit au reste de jeter un coup d'œil sur le Concordat de 1801 conclu entre Pie VII et le premier consul, pour voir que l'Eglise sait s'accommoder aux circonstances, et même, pour le bien de la paix, faire à l'Etat des concessions opportunes ; la même remarque peut être faite par rapport aux autres conventions établies entre le saint Siège et les différents gouvernements.

Benoît XIV (2) avec toute l'autorité de sa vaste science et de sa prudence consommée, donnait aux évêques de son temps, sur le sujet qui nous occupe, les règles suivantes, qui sont encore pleines d'actualité " Comme on ne peut plus espérer de voir la puissance séculière, se renfermer dans ses anciennes limites, il ne serait pas prudent pour un évêque de vouloir, par des mesures arrêtées dans son synode, revendiquer toute la juridiction que lui reconnaissait autrefois le *droit commun*. Ce serait tenter l'impossible et s'attirer la malveillance du souverain sans aucun avantage pour l'Eglise. C'est pourquoi il satisfera pleinement aux devoirs de sa charge; qu'il en soit persuadé, s'il veille avec soin sur les trois points suivants : *premièrement* qu'il ne permette jamais à la puissance séculière de s'arroger quelque droit sur les choses sacrées, c'est-à-dire qu'il ne lui permette jamais de s'immiscer dans les matières de la première catégorie, à savoir les choses purement spirituelles et purement ecclésiastiques. *Deuxièmement* qu'il veille à ce que le magistrat laïque ne s'attribue pas les parties de la juridiction ecclésiastique qui jusqu'ici ont été respectées ; car si l'évêque n'y met sur le champ obstacle, il les perdra infailliblement petit à petit. Cependant, comme d'ordinaire les magistrats inférieurs n'agissent que sous l'influence de l'autorité supérieure, l'Evêque de son côté n'agira qu'avec beaucoup de prudence, de tact et de circonspection.... *Troisièmement* enfin, si par privilège ou par une coutume légitime, les limites de la puissance ecclésiastique se trouvaient sur quelque point étendues au delà du droit commun, ce qui nous le savons, est très rare aujourd'hui (3) l'Evêque aura soin de ne pas les laisser restreindre par son incurie ou sa connivence."

(1) Voir à ce sujet le commencement de la constitution " *Apostolicæ sedis*."

(2) De Synodo diocessana l. IX n. n. 11-12-13.

(3) C'est au commencement du 18^e siècle que ce grand pape parlait ainsi ; que n'est-il pas dit s'il eût vécu de nos jours !